



L'INFO

Semaine10

Du 2 au 8 mars 2026

Édito : ON NOUS ÉCOUTE

Vous trouvez que la démocratie en santé ne fonctionne pas ! Que les ARS ne font qu'appliquer les orientations austéritaires pour la santé d'un budget qui priorise l'aide aux fortunés, à l'armement, au nucléaire.

Vous dénoncez le manque de moyens des services de santé publics et les conséquences sur l'accès aux soins égal .

Nous avons compris, nous prévoyons d'exclure les timides aspects démocratiques dans les ARS en supprimant les représentations des usagers et les élections internes. Nous excluons des instances hospitalières les associations qui questionnent et mobilisent trop. A défaut d'ouvrir la santé aux débats démocratiques, aux contrôle par les habitant.e.s, à l'écoute des soignants, nos modernes gouvernants, musellent les critiques, étouffent les questions.

Vous voyez bien qu'ils-elles réforment pour résoudre les problèmes !

Henri (Sud Aveyron)

Sommaire :

- **L'écho des comités : pages 1 à 4**
- **Autres infos locales : page 4**
- **Initiatives : pages 4 et 5**
- **Documents : page 5**

L'écho des comités:

SARLAT

Permanence devant l'hôpital de 13h à 17h, nous diffusons le tract « franchises médicales »



Extraits :

« FRANCHISES MÉDICALES

La Sécurité sociale pourrait économiser 400 millions d'euros grâce à une augmentation des forfaits hospitaliers (...)

Quel impact pour les personnes sans mutuelle ?

Ces montants non remboursés par l'Assurance maladie sont généralement pris en charge par les complémentaires santé.

Mais environ 4 % des Français, soit 2,5 millions de personnes, ne disposent pas de complémentaire selon la direction statistique des

ministères sociaux (Drees), et doivent s'en acquitter eux-mêmes.

[Le tract](#)

AUDACE 53

Le Comité vient de tenir son AG (Extraits du rapport d'activités)

L'année 2025 aura été foisonnante en événements.

La crise des Urgences qui secoue notre département depuis maintenant 4 ans, partie de Laval, a mis à genoux les 2 autres Centres Hospitaliers du nord et du sud. Il a fallu attendre le printemps 2024 pour qu'un Comité Départemental, sous la double présidence de la préfète et du directeur général de l'Agence Régionale de Santé, se mette en place pour suivre l'évolution de la situation et tenter d'y apporter des solutions.

(...)

Le nouvel EHPAD du CHNM que la direction de l'établissement s'apprêtait ni plus ni moins, à livrer au privé par le biais d'un Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale (GCSMS – partenariat public/privé) dans lequel un groupe privé à la réputation sulfureuse entendait prendre le contrôle. Le GCSMS a été abandonné et l'EHPAD est bâti sur une collaboration public/public

(...)

La rénovation de bâtiments de l'ex-CHS à destination de l'internat des jeunes médecins. Le bâtiment devait être vendu à un promoteur qui aurait fait les travaux, puis fait payer un loyer au CHNM. Sauf qu'au bout de 10 ans, le coût des travaux était couvert et le CHNM aurait continué à payer un loyer à perte puisqu'il n'était plus propriétaire ! Le projet se fera grâce à un partenariat avec Mayenne Communauté.

St AFFRIQUE - MILLAU

La Psychiatrie du Sud Aveyron menacée

L'intervention des soignants permet, le plus souvent aux personnes touchées de guérir, de dépasser, de gérer les douleurs, les comportements. Ils apportent un soutien essentiels aux proches.

Comme pour tous les soins, la proximité est essentielle.

La création en 1985, d'un secteur psychiatrique public sur le Sud Aveyron a été une avancée majeure. Aujourd'hui près de 2000 familles y sont aidées.

La crise de la psychiatrie, comme pour la médecine n'est pas locale, elle vient d'un choix de gestion industriel et financier de concentration. S'y ajoute un basculement de la volonté de soigner vers celle promue par les groupes pharmaceutiques de se limiter à gérer les symptômes.

Une pénurie utilisée pour restructurer en Aveyron

Le remplacement de la retraite du médecin chapeautant le secteur est incontournable pour le maintien de ce service.

La Direction des hôpitaux, veut donner l'image d'une recherche sincère de relève. En fait, elle a



délibérément choisi de chercher à rattacher le Sud Aveyron au service psychiatrique privé de Rodez. En témoigne l'absence de ce secteur dans le Projet Médical du Sud Aveyron (PMSA) dénoncée en son temps par le Manifeste

L'objectif premier est d'obtenir la nomination pour Mai à Octobre d'un médecin faisant le lien avec la titularisation d'un PADHUE. La mobilisation importante va se poursuivre.

ANCENIS - NANTES

1100 personnes pour le maintien d'un hôpital de plein exercice



(élus municipaux, régionaux, Jean-Claude Raux député de la circonscription), aide-soignante, secrétaires, infirmières, sage, pharmaciennes, médecins et habitants) ont participé à la manifestation avec chaîne humaine pour le maintien d'un hôpital de plein exercice avec maternité, service de chirurgie, service d'urgence 24/24 et 7/7 à l'appel du collectif de soignants et de l'intersyndicale CFDT, CGT, FO. Le collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous était de la partie.

MONTCEAU LES MINES

Réforme des ARS : Le CODEF, devance le projet de loi !

Alors que le gouvernement prépare une réforme des agences régionales de santé et annonce vouloir renforcer le rôle des élu·es locaux dans l'organisation de l'accès aux soins, le Codef n'a pas attendu les textes pour agir.

Dès février 2026, le CODEF, a interpellé les candidat·es aux municipales des bassins de vie Creusot-Montceau pour leur demander de s'engager en faveur d'une conférence Santé des 34 maires de la CUCM, spécifiquement consacrée à la situation de l'hôpital et de l'offre de soins.

Dans cet avant-projet de loi, le gouvernement annonce que les élu·es seraient associés, au niveau départemental, à l'élaboration de schémas d'accès aux soins fondés sur un diagnostic partagé des besoins de la population, de l'offre existante et de ses évolutions, ainsi que sur la définition des réponses à apporter, y compris en matière de zonage et d'aides à l'installation. Un gros bémol toutefois, les usager·ères, qui n'avaient pas beaucoup de place jusqu'à présent disparaissent complètement dans ce projet de loi. La lutte continue !

(...)

[Texte complet sur notre site](#)

DOLE

UNE COMMUNICATION BIEN RODÉE, MAIS LA DÉGRADATION SE POURSUIT À L'HÔPITAL !

L'hôpital Pasteur s'est doté d'un service communication performant, assurant que tout va toujours pour le mieux. Après la fermeture de la réanimation, des soins intensifs de cardiologie, de la chirurgie conventionnelle, du service de rééducation... Le service communication sera-t'il bientôt le seul à fonctionner à 100 % ?

La totalité du bulletin du comité sur www.defense-hopitaux-dole.fr et notre [site national](#)

BERGERAC

Une bonne dizaine d'adhérents de notre association ont diffusé ce matin lors du marché de Bergerac le compte rendu des réponses reçues (ou pas) suite au questionnaire "santé" que nous avons envoyé aux candidats.

Il y avait du monde ce matin sur le marché ! on y a vu tous les candidats (pas que du beau monde) Notons que le maire sortant n'a pas daigné venir nous voir bien qu'il nous avait menacé de ses foudres , il s'est tenu à dix mètres, évitant ainsi un débat en place publique. Aucun huissier en vue (après il est toujours possible de recevoir par la suite une convocation par cette voie)

Nous allons continuer à défendre le service public de santé face aux attaques répétées de ce gouvernement, et reviendrons , les élections passées, faire signer notre pétition contre les tous les restes à charge et l'augmentation des forfaits hospitaliers.

Extraits « SANTÉ PUBLIQUE : QUE DISENT LES CANDIDATS ?

DEUX LISTES ONT RÉPONDU :: Le candidat du RN, Christian Gérard, Le candidat de « Bergerac au quotidien » Fabien RUET (Gauche unie),

DEUX LISTES N'ONT PAS RÉPONDU :: Le maire sortant, Jonathan Prioleaud (LR), Le candidat « Société civile », Thierry Roux (ancien Modem) n'a pas répondu.

Quelle que soit la liste élue, le CDSPSMS continuera sans relâche à lutter pour un véritable service public de santé donnant accès aux soins pour toutes et tous.

Pour que la Sécurité Sociale dispose d'un budget nécessaire pour remplir ses missions, avec l'arrêt des exonérations de cotisations sociales patronales.

Pour que les hôpitaux et tout le service public de santé aient les ressources nécessaires, budgétaires et en personnels pour répondre à leurs missions de service public.

Pour que la loi « Garot » soit votée par le Sénat et permette, à minima, d'améliorer l'installation de médecins généralistes et spécialistes en zone sous dotées. »

[La synthèse des questionnaires](#)

CHÂTEAU-THIERRY

Lettre ouverte aux candidats à l'élection municipale

[La lettre](#)

Autres infos locales

MANTES LA JOLIE

Répondant à la liste de la France Insoumise et la liste de gauche Mantes en commun, le maire Raphaël Cognet (Horizons), président du conseil de surveillance du centre hospitalier a tenu à apporter « un **démenti formel** » **aux allégations de son adversaire aux Municipales. Non, « l'activité de mammographie n'est pas interrompue ».**

Pourtant

Parmi les réactions, on retrouve quelques **témoignages de femmes** signalant qu'elles n'ont pas pu obtenir de rendez-vous pour une mammographie au CHFQ. Comme celui-ci : « Mon gynécologue de l'hôpital de Mantes m'a prescrit une mammographie. Je lui ai bien demandé si je pouvais prendre rendez-vous sur place. Il m'a dit que oui. »

« Eh bien non ! Quand j'ai voulu prendre rendez-vous, le secrétariat m'a répondu qu'on ne pouvait plus en prendre [...] sauf si j'avais un cancer du sein. »

« Il n'y a pas de sujet, assure une source proche des organisations syndicales jointe par « 78actu ».

*Essayez donc de prendre un rendez-vous en gynécologie, en dermatologie, en tout d'ailleurs. **C'est saturé !** C'est le lot de l'hôpital public en France. »*

[L'argument laisse pantois](#)

[Décidément la santé est au coeur de la campagne municipale avec cette autre information :](#)

La maison médicale de garde de Mantes la Jolie ferme (4500 actes par an) : un différend avec le forfait de 200 euros accordé aux médecins de garde par l'ARS/Cpam . les urgences de l'hôpital déjà surchargées ne pourront accepter de nouveaux patients .

CLERMONT FERRAND

La fermeture possible d'un service clé des urgences met le personnel sous tension au CHU de Clermont-Ferrand

[L'article de France 3](#)

Initiatives

La SÉCU – 100 % et COMPLÉMENTAIRE – un débat



Une la pétition a été lancée par un collectif (dont le Professeur Grimaldi) appelant à créer pour toutes et pour tous la Mutuelle complémentaire gérée par la Sécu, respectant les principes fondateurs de la Sécurité sociale (double solidarité, égalité, démocratie)

(une mutuelle gérée par la Sécu existe déjà en Alsace Moselle et pour les ayant droit à la C2S). La fin du doublon inutile Sécu / Complémentaires santé permettrait d'économiser au moins 8 Milliards d'euros pour améliorer l'accès soins

Plusieurs réactions trouvent l'initiative confuse et affirment que le 100 % Sécu est plus clair.

Des partisans de cette pétition affirment leur accord avec l'objectif du 100 % sécu et présentent leur pétition comme un moyen pour « avancer du système actuel à un remboursement à 100% par la Sécu pour les assurés »

Débat à suivre sur Le Tour de France de la santé.

DROIT DES FEMMES

Une émission de Radio France sur les Droits des femmes, les questions de santé y sont évoquées, notamment à 5mn42 par Anne LOARER co-présidente du Comité de LANNION

[L'émission](#)

LOI FIN DE VIE

Fin de vie : l'offensive orchestrée des cercles conservateurs (UFAL)

Le débat sur [la fin de vie](#) a repris ses droits à l'Assemblée nationale. Si l'enjeu est celui de la liberté ultime et de la dignité humaine, les forces conservatrices déploient un arsenal d'influence sans précédent pour entraver l'accès à une aide active à mourir. Sous couvert de nouveaux collectifs, c'est une stratégie de lobbying qui tente d'imposer une morale religieuse à l'ensemble de la société.

Union des familles laïques (voir le site)

PSYCHIATRIE

Dis leur que l'on soigne (Printemps de la Psy) Chant Choral

<https://www.youtube.com/watch?v=TR-5ZGUoZtl>

DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE

28 février 2026 -Tribune collective « Ne laissons pas l'extrême droite décider de l'avenir de nos territoires », publiée sur la Tribune dimanche - LDH

<https://www.ldh-france.org/28-fevrier-2026-tribune-collective-ne-laissons-pas-lextreme-droite-decider-de-lavenir-de-nos-territoires-par-la-tribune-dimanche/>

(...)

L'extrême droite ne sort pas de nulle part. Elle se nourrit du déclassement, [des territoires abandonnés](#), du travail qui ne paie plus, des services publics qui ferment. Elle grandit aussi lorsque le débat public se laisse enfermer dans ses thèmes, lorsque la stigmatisation, souvent traversée par le racisme, l'emporte sur la recherche de solutions. (...)

CONVERGENCE SERVICES PUBLICS

[La lettre d'info du groupe santé/sécu](#)

DOCUMENTS JURIDIQUES OU UTILES

UN SITE RECOMMANDÉ PAR UNE ADHÉRENTE

<https://lafabriquedessoignants.org/podcast/a-notre-sante-x-loin-des-yeux-loin-du-care/>

DROIT DES PATIENTS EN PSYCHIATRIE

<https://www.humanite.fr/vie-quotidienne/droit/soins-psychiatriques-quels-sont-les-droits-des-patients-internes-sans-consentement>



COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité
(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 21/07/2023 - N2022RN0181

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél : 06 08 93 84 93

Secrétaire : Guillaume GRANDJEAN guillaume.grandjean38@gmail.com

Adresse : 11 rue Edouard Vaillant – 45120 Chalette sur Loing – Tél : 06 58 94 04 10

Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landass@sfr.fr

Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87

Site : <https://coordination-defense-sante.org/> Facebook Mastodon Bluesky

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org